

Retraite à 64 ans, c'est non.

Toutes et tous en grève le 19 janvier

Édito

Elisabeth Borne a annoncé le projet gouvernemental de réforme des retraites.

C'est l'aboutissement d'une énième parodie de dialogue social pratiquée depuis plusieurs gouvernements mais dont Emmanuel Macron est le maître incontesté. Il fallait faire illusion en instaurant des « discussions » à rallonge avec les organisations syndicales sans que le fond du projet ne soit négociable, tout en faisant croire que le système des retraites court à la catastrophe.

Décidément, avec ou sans majorité, le logiciel ultralibéral macroniste ne change pas : mépris des classes populaires et moyennes comme des syndicats, au bénéfice du seul capital.

Car, non, le passage à 64 ans et à 43 annuités n'est pas une obligation. D'une part, le déficit du système de retraites prévu par le COR est minime par rapport au PIB et sans comparaison avec le déficit de l'État, nourri par les cadeaux fiscaux aux plus riches et l'évasion fiscale. D'autre part parce qu'une augmentation des salaires, le maintien dans l'emploi des « séniors », l'égalité salariale femme-homme, la fin des exonérations de cotisations patronales et leur augmentation, suffiraient à rendre le système bénéficiaire et permettraient un retour à la retraite à 60 ans.

Ce qui est vrai, en revanche, c'est que tout à son refus de faire payer les riches et le capital, le gouvernement compte réduire le déficit global de la France (État, sécurité sociale et collectivités) en réduisant les « dépenses » de retraites qui sont du salaire socialisé. Il s'agit donc bien d'une forme de prélèvement sur nos salaires pour éviter de taxer les profits et la rente.

Alors que l'inflation appauvrit les personnels et que le ministère refuse d'augmenter les salaires de l'ensemble des personnels en conséquence, il est plus que jamais nécessaire d'exiger des augmentations indiciaires sans condition et de refuser un allongement de nos carrières.

Reculer encore le moment de la retraite est une mesure punitive d'un gouvernement incapable de rendre du sens à nos métiers et de garantir des conditions de travail acceptables pour ses agent·es.

Pire, il propose le retour du travailler plus pour gagner plus aux enseignant·es français·es qui sont parmi les moins bien payé·es de l'OCDE et parmi celles et ceux ayant les plus fortes obligations de service.

L'écrasante majorité des salarié·es refuse cette politique et ce projet de réforme. La colère est là, nourrie par la morgue d'un pouvoir qui oublie qu'il n'a pas obtenu de majorité lors des législatives.

C'est pour cela que la CGT Éduc'action appelle l'ensemble des personnels à la grève le 19 janvier, avec l'ensemble des organisations syndicales et l'ensemble des salarié·es. Elle invite les personnels à se réunir en assemblées générales pour discuter des suites des mobilisations afin de construire un mouvement social capable de gagner sur la retraite et les salaires.

C'est l'enjeu de ce début d'année 2023 que nous vous souhaitons victorieuse et porteuse de progrès social.

